

réductions de dépenses et la stabilisation des recettes, fonctionnent et continueront à fonctionner si nous ne perdons pas courage.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, je me trouve dans une situation bien particulière parce que je ne suis pas sûr d'être dans la même Chambre qu'à la période des questions. J'ai entendu plusieurs ministres nier l'existence des coupes et prétendre même qu'il n'y avait que des augmentations de dépenses.

Une voix: Y compris le premier ministre?

M. Karpoff: Le premier ministre a également dit cela. Voilà maintenant que le député se félicite et félicite ses collègues conservateurs pour les énormes réductions de dépenses. Qui devons-nous croire? Ce qui est plus important encore, qui doit croire les Canadiens? Le premier ministre dit une chose, vous dites autre chose, le ministre des Finances dit autre chose et les Canadiens restent perplexes. Le député minimise l'importance du plafonnement du Régime d'assistance publique du Canada. Il dit que l'Alberta peut absorber la hausse des taux d'aide au revenu. Qu'arrivera-t-il lorsque le taux de chômage augmentera de 2 p. 100, comme le ministre des Finances le prédit, et qu'un plus grand nombre de gens auront besoin d'aide au revenu? Qu'arrivera-t-il lorsque les effets des coupes dans le régime d'assurance-chômage se feront sentir et que des milliers et des milliers d'habitants de ma province, la Colombie-Britannique, n'auront plus droit aux prestations d'assurance-chômage et devront se tourner vers l'aide au revenu? Comment la province pourra-t-elle absorber cela?

Au cours des cinq à dix dernières années, la Colombie-Britannique a réussi à équilibrer son budget sur le dos des pauvres en réduisant l'aide au revenu et en réduisant les paiements de transfert aux hôpitaux, aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux districts scolaires. Ce genre de budget ne fera qu'accélérer le processus.

Le député dit qu'une province riche peut absorber les réductions. Peut-être que l'Alberta connaît actuellement une baisse de sa population à cause du départ de ses habitants. Par contre, la Colombie-Britannique accueille actuellement beaucoup de personnes d'autres provinces ainsi que des immigrants qui arrivent au pays. Notre population augmente, mais le gouvernement fédéral limite les fonds qu'il nous verse.

Je veux que le député explique la divergence qui existe entre ce qu'il dit et les propos du premier ministre. Je veux aussi qu'il explique pourquoi il croit que les réduc-

Le budget

tions n'auront aucune incidence sur les services, particulièrement en ce qui concerne l'aide au revenu, la garde des enfants, l'enseignement postsecondaire et les soins de santé, secteurs où les besoins sont très grands actuellement en Colombie-Britannique. Il y a un seul point sur lequel le député et moi semblons être d'accord, et c'est l'incompétence des libéraux. C'est vrai. L'incompétence financière des libéraux n'est surpassée que par celle des conservateurs.

M. Richardson: Monsieur le Président, je suis ravi que le député ait pris le temps de reconnaître que le budget fédéral est axé sur les compressions. Le député s'oppose aux coupes. Il ne serait peut-être pas bien reçu dans ma circonscription.

J'étais heureux aussi de l'entendre féliciter le gouvernement de la Colombie-Britannique d'avoir réussi à présenter un autre budget équilibré comme ceux des dernières années. S'il y avait autant de compressions dans tous les budgets provinciaux que dans ceux de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, notre économie se porterait bien mieux. Je pense en particulier au gouvernement ontarien, qui a continué d'augmenter ses dépenses de plus de 10 p. 100 environ par année en période de boom économique, ce qui a attisé l'inflation et fait monter les taux d'intérêt.

• (1750)

Je félicite le député d'avoir reconnu au gouvernement de la Colombie-Britannique le mérite d'avoir conservé l'équilibre budgétaire, même en période difficile.

Je voudrais relever ce qu'il a dit au sujet de ce qui a été réduit et de ce qui ne l'a pas été. Les gens ne gobent plus les salades des députés néo-démocrates et autres qui cherchent à brouiller les chiffres. Ce que nous disons, nous c'est que la dette pose un grave problème au gouvernement, la dette qui a été accumulée sur une période de 20 ans. Ce problème, nous sommes en train de le résoudre. Notre performance est assez éloquente. Nous nous attaquons au problème de la dette nationale. L'unique façon de le réussir, c'est de freiner le taux de croissance des dépenses, de réduire comme nous le faisons, tout en maintenant les recettes à un niveau stable pour nous attaquer à la dette nationale. Nous réussissons.

Le ministre des Finances a remarquablement réussi à plafonner le niveau des dépenses tout en maintenant les recettes à un niveau qui, suivant le plan énoncé dans l'exposé budgétaire, va nous permettre au cours des trois ou quatre années à venir non seulement de verser les intérêts sur la dette mais de commencer à nous attaquer